



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

Lettre Mensuelle - Janvier 2013

1. Vœux

2. Manifestations

2.1 Evènements saveurs de l'Europe

2.2 Dîner scientifique Lunar Society sur le thème « Chimie » à Dijon

2.3 La semaine IRCE de l'Europe en Côte d'Or

3. Interview de François CHARLES du 6 décembre 2012 sur la politique énergétique européenne

4. Europe des 27 : La Roumanie

5. Les publications 2012

6. Communication



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

1. Vœux 2013

En complément de nos vœux de décembre, je tenais à vous envoyer le message suivant pour 2013

La fin du monde n'a pas eu lieu. Mais pourquoi ne pas penser en somme que nous sommes rentrés dans un nouvel élan, une nouvelle dynamique, un pacte issu d'un choc, d'une prise de conscience collective où toutes les idées sont bonnes à prendre, où la gauche et la droite ne s'affrontent plus pour un temps et tentent de travailler ensemble en admettant qui est aux commandes mais aussi que les idées et façon de voir peuvent évoluer avec méthode en prenant compte des réalités, où les affaires de personne s'effacent au-delà de la trêve de Noël. Elles auront toutes l'année 2014 pour ensuite reprendre vigueur, voire pour changer la politique au niveau local comme au niveau européen, une fois que la relance aura gagné. N'ayez pas peur, Ayez confiance. Penser à l'Europe c'est aussi penser autrement à vos villes, vos territoires et « à vous » pour agir et faire agir autrement. Le prix Nobel de la Paix attribué à l'Union était une sorte de providence, de coup de baguette magique pour penser à nouveau positivement. Je souhaite que cette année 2013, année du citoyen européen, soit la vôtre pour tout ce que vous pourrez faire de mieux et tout ce qui vous arrivera de mieux et vous donne rendez-vous prochainement lors de nos futurs et divers événements tout au long de cette année.

François CHARLES
Président de l'IRCE



LE BUREAU DE L'IRCE SE JOINT À MOI POUR VOUS SOUHAITER UNE BONNE ET HEUREUSE ANNÉE EUROPÉENNE 2013 « DES CITOYENS » CAR L'EUROPE C'EST VOUS :

NOUS VOUS DONNONS RENDEZ-VOUS LORS DES FUTURES MANIFESTATIONS OU GROUPES DE TRAVAIL ORGANISÉS PAR LES INSTITUTIONS, L'IRCE OU ORGANISATIONS VOISINES VOUS PERMETTANT DE VOUS INFORMER, DE SUSCITER LE DÉBAT, DE PARTICIPER AUX POLITIQUES ET QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE FAIRE ENTENDRE VOTRE VOIX POUR PRÉPARER LES ÉLECTIONS DE 2014. EUROPEENNEMENT VÔTRE

FRANÇOIS CHARLES
PRÉSIDENT DE L'IRCE
INSTITUT DE RECHERCHE ET DE COMMUNICATION SUR L'EUROPE





2. Manifestations

2.1 Événement saveurs de l'Europe – Dijon - Paris

L'IRCE vous a préparé une série d'événements originaux pour découvrir l'Europe autrement à travers ses saveurs et des documents originaux sur chaque pays

Nous vous donnons rdv aux boutiques Oliviers & Co

- le jeudi 24 janvier 2013, 24 rue des Godrans à Dijon de 19h à 21h
- le jeudi 28 février 2013 à Paris cours St Emilion à Bercy Village de 20h30 à 22h

Dégustations commentées de 10 huiles sur 5 pays + produits divers + tapenades

Adhérents 5 euros, non membres 10 euros - 25 personnes maxi – Adhérents prioritaires

Inscription demandée avec ou sans adhésion à irce.asso@sfr.fr

2.2 Dîner scientifique Lunar Society : Thème « La Chimie »

Premier dîner scientifique Lunar Society sur le thème de la Chimie à Dijon le mardi 29 janvier, Au SOFITEL LA CLOCHE

« La Chimie au cœur de l'innovation »

Avec un regard particulier sur l'électronique plastique

Présenté par le Pr marcel Bouvet, directeur du département chimie de l'UFR de Sciences et Techniques de l'Université de Bourgogne

2.3 La semaine IRCE de l'Europe en Côte d'Or

Le 9 mai est depuis longtemps la journée de l'Europe. L'événement se déroule désormais pendant une semaine, voire même un mois dans certains lieux. J'ai l'honneur de vous informer qu'à cette occasion, l'IRCE projette d'organiser une semaine d'événements en Côte d'Or du 7 au 12 mai 2013 répartis entre Auxonne, Dijon, Beaune et Montbard selon le programme suivant à affiner :

- 1) Lundi 7 mai : **la parole aux citoyens : rencontres dans les campagnes** sur le thème quelle Europe pour 2014 avec distribution de livres
- 2) Mardi 8 mai : **conférence défense à Dijon** : armée européenne, permanente ou de circonstance ?
- 3) Mercredi 9 mai : **jeux de légos géant** sur les monuments caractéristiques de chaque pays et **jeu de l'Oie géant** avec questions européennes à **Montbard**
- 4) Jeudi 10 mai : **la parole aux citoyens : rencontres dans chacune des trois villes** sur le thème quelle Europe pour 2014 avec distribution de livres
- 5) Vendredi 11 mai : **musiques de chambre, classiques et traditionnelles européennes** ou de compositeurs européens - lieu à définir
- 6) Samedi 12 mai : **golf européen**, parcours open avec remise de prix

Les partenariats et propositions de prestations sont désormais ouverts, espérés et attendus pour cette semaine citoyenne, culturelle et sportive.



3. Interview de François CHARLES du 6 décembre 2012 sur la politique énergétique européenne - Emission Euromatique - Studios de Radio Campus Université de Bourgogne à Dijon.

Contexte : Le gouvernement français travaille actuellement sur une idée de « communauté Européenne de l'énergie », proposée par François HOLLANDE. D'après les prévisions, la demande énergétique mondiale pourrait doubler d'ici 2050. La France, comme d'autres états européens, s'engage donc sur la voie de la transition énergétique. Un projet de loi est en préparation pour septembre 2013.

- Le projet est en adéquation avec la directive de la commission européenne (efficacité énergétique), dont l'objectif est de réduire les consommations énergétiques de l'UE de 20%, grâce à la production d'énergies renouvelables. A votre avis, cet objectif est-il réaliste ?

- **FC** : Parlons déjà du contexte et des réalités. La consommation augmente mais non forcément en fonction de la population que certaines études multiplient certes par deux en 2050. Nous rentrons dans le tout électrique, nous savons faire la différence entre production et productivité, le prix de l'électricité augmentera jusqu'en 2030, voire davantage à cause de l'amortissement non atteint des énergies renouvelables mais également du coût de l'EPR. Nous avons des objectifs écologiques pour répondre aux engagements de Kyoto, notre dimension économique sociale s'accroît, notre comportement éthique se développe avec des notions de compensation carbone. Mais il faut aussi produire plus, innover et vendre en pleine problématique budgétaire. Pour revenir à votre question, de quoi s'agit-il ? Parle-t-on de l'objectif français ou de l'Union ? Je rappelle que l'objectif de réduire de 20% était d'abord inscrit pour 2020 sur les énergies dites primaires avec, en France, le plan Réglementation Thermique Energétique (RTE) 2012. Cette réduction n'est pas liée uniquement à la production d'énergies renouvelables. Il convient d'avoir une vision globale et ne pas confondre l'objectif et les moyens à adopter pour y arriver. L'accord entre le Parlement et le Conseil oriente les efforts sur la rénovation des bâtiments publics, la réalisation d'audits énergétiques, la mise en place de mécanismes financiers, l'incitation des services énergétiques à être plus performants et moins chers. Il convient de diversifier nos sources pour être notamment bon élève face aux objectifs de Kyoto et la décarbonation. Il faut accroître la R&D, véritable force motrice de l'Union pour être en accord avec le traité de Lisbonne pour faire de l'Europe « l'économie la plus compétitive du monde ». Il faut développer l'énergie positive des bâtiments même pour les anciens rénovés comme nous y pensons pour certains projets hôteliers. Il convient de réduire la dépendance énergétique de l'Union pour ses approvisionnements et sa technologie, comme par exemple sur les machines à découper les plaques photovoltaïques et ne pas être dépendant de la maintenance chinoise. Je connais bien le sujet, ayant été impliqué trop tardivement dans l'essai de sauvetage d'une entreprise Cote d'Orienne liée à cette production. Il convient de réduire les coûts et dépenser moins pour tenir les objectifs budgétaires affichés.

- Quelles influences peuvent avoir, selon vous, les institutions européennes dans la transition énergétique des états membres ?

- **FC** : Qu'appelle-t-on transition énergétique ? Est-ce être contre le nucléaire ? Je vous pose la question. La transition énergétique est-elle le passage obligatoire vers l'écologie ? Ne pouvons-nous pas mieux atteindre les objectifs écologiques avec un nucléaire moins coûteux et moins polluant même s'il présente des risques uniquement en cas de défaillance ? Cette transition n'est pas forcément la même pour tout le monde. La transition énergétique de



l'Europe n'est pas un assemblage de politiques locales mises bout-à-bout. Faut-il suivre l'exemple de l'Allemagne qui doit désormais se rabattre sur le charbon, même si de moins en moins polluant, en abandonnant ses 24% d'énergie nucléaire ? je rappelle que l'Allemagne vivait aussi avec de l'éolien pour 6%, du gaz pour 14% et du charbon pour 41%. Et faisons attention à toute solution écologique si elle n'est ni productive, ni raisonnée, ni raisonnable. En reprenant les termes de Luc Oursel, je dirai volontiers que nous devons rendre les énergies renouvelables productives et efficaces. Les institutions européennes ont effectivement un rôle à jouer. Le système existe et repose sur la subsidiarité avec une certaine forme d'harmonie plus ou moins contraignante. On remarquera que la Commission a établi une directive et non un règlement. Il faudrait achever le système fédéral technique et réglementaire par une gouvernance politique forte afin de pouvoir organiser les ressources, les choix, leur prix, leur emploi à l'intérieur de l'Union mais aussi face à ses clients, concurrents ou fournisseurs. Une vraie politique énergétique doit s'installer comme dans bien des domaines. Les institutions peuvent définir un cadre de travail. Airbus a fait l'Europe mais avec le cadre qu'elle lui a donné. L'énergie est aussi sensible que la défense et l'alimentation. Les institutions peuvent orienter la possible segmentation des choix à adopter pour que tous les pays soient plus forts ensemble avec leurs ressources propres. Les institutions peuvent aussi donner des moyens communs pour des solutions d'interdépendance comme par exemple sur l'exemple cité avant avec la Chine.

- L'Allemagne est à ce jour le pays le plus avancé dans sa transition énergétique. Elle est l'une des premières productrices d'énergie solaire et éolienne en Europe, elle est sortie du nucléaire et utilise des technologies avancées telles que la méthanisation, ou la micro cogénération. Dans le contexte de crise et d'endettement actuel, la France peut-elle parvenir aux mêmes résultats ?

- FC : j'en ai déjà largement parlé et vous retourne la question : l'Allemagne, épinglée désormais par les pays « propres » du nord, va-t-elle s'en sortir en terme d'énergie et de pollution ? Mais vu l'exploit de la digestion de l'Allemagne de l'Est, on peut sans doute lui faire confiance. Je rappelle que les objectifs sont multiples : réduire les coûts, la consommation, les rejets mais aussi la dépendance. Passer à une dépendance nucléaire de 75 à 50% mais en conservant la même production est une bonne gestion si elle est maintenue dans le temps. Le mix énergétique doit sans doute être la règle en considérant une Europe prenant en compte les énergies de chaque pays. S'agissant de la méthanisation, nous avons moins de projets qu'en Allemagne et nous privilégions le digestat quand l'Allemagne qui fait pousser des céréales pour faire de l'énergie. Mais ne faudrait-il pas changer les règles ? Vous n'avez pas parlé de la pile à combustible, un des vecteurs le moins polluant, sur laquelle la France a « levé le pied » alors que l'Allemagne la développe dans ses trains, ses voitures et ses sous-marins même si elle abandonne ses centrales. Quant à la crise et l'endettement, la France n'est pas si mal en point que cela et il faut arrêter cette sinistreuse spéculative. Et nous pouvons dire merci à l'Euro.

- Quels sont, d'après vous, les éléments d'une politique d'intégration énergétique européenne efficace ?

FC : Cette phrase comporte beaucoup de mots importants : politique, intégration énergétique, européenne et efficace. Employer le terme d'intégration revient à considérer la filière. Il faut aussi parler de segmentation. Cette « communauté européenne de l'énergie » est défendue par l'IRCE depuis longtemps et un de nos groupes de travail prochain œuvrera sur la politique énergétique. D'autres organisations, comme « Confrontations Europe » de PH Herzog, qui a écrit sur le pacte européen de solidarité énergétique, s'y sont penchés mais peut être trop sur le volet de la décarbonation. Les éléments sont en fait repris dans la feuille de route 2050 qui



sous-entend une notion de fédéralisme sous-jacente nécessaire pour engager une vraie politique car commune, pilotée et avec un budget. Les objectifs potentiels, retenus après le filtre des réalités, doivent être mesurables, accessibles, réalistes, réalisables et déterminés dans le temps. Il s'agit d'efficacité énergétique, d'augmenter les sources d'énergie renouvelable, d'augmenter la recherche et développement et l'innovation, l'écoconception, la déconstruction, régler les lacunes structurelles, augmenter les capacités de stockage, accroître la sûreté et la sécurité, établir des relations internationales dans le domaine de l'énergie, accroître l'ingénierie et les solutions financières existantes mais dans une prise de conscience collective, au-delà du couple franco-allemand. Je terminerai par une belle histoire.

L'Allemagne a été semble-t-il sensibilisée à l'écologie en 1966 le jour où une baleine blanche, surnommée Moby, avait remonté le Rhin pendant 4 semaines jusqu'à Bonn. Le Bundestag en interrompit ses travaux pour aller la contempler. Les parlementaires comprirent ensuite qu'il s'agissait en fait d'un message car autant elle s'appliqua à mettre beaucoup de temps à se faire bien remarquer et s'arrêter exactement devant ce lieu symbolique, autant elle ne mit que peu d'heures pour ensuite regagner la mer. C'est ce genre d'électrochoc, comme celui du prix Nobel de la paix, dont l'Europe a parfois besoin comme souvent toute organisation riche et complexe.

4. Europe des 27 : La Roumanie



3.1 La Roumanie politique et géographique

République parlementaire avec nouvelle constitution en 1991

- Parlement à deux chambres à droits identiques, représentants élus pour 4 ans
- Initiative législative par le gouvernement, le Parlement ou une pétition de plus de 350 000 signatures
- Président de la République au suffrage universel direct pour 4 ans avec pouvoirs étendus. Chef des armées, promulgue les lois, peut dissoudre le Parlement, nomme le Premier Ministre et les ministres avec approbation du Parlement qui peut révoquer le Premier Ministre
- 40 circonscriptions administratives plus la capitale.

Péninsule balkanique, 237 500 km², Arc de cercles des Carpates, 25% de forêts, Danube sur 1075 km

- 23 Millions d'habitants, 96 habitants/ km²
- Minorités 10% (Hongrois, Roms, Allemands, Ukrainiens, Serbe)
- Chrétiens orthodoxe



4.2 La Roumanie économique et culturelle

Rebond difficile après 1989

- Passation progressive en économie de marché depuis 1996
- Programme de privatisations peu développé (52%)
- Pays très agricole : 20% du PIB et 30 % de la force de travail
- Services 46%, industrie 33% du PIB
- Métallurgie, textile, minéraux, équipements
- Pétrole, gaz sous exploités
- Export vers l'UE : 50%
- Monnaie : Leu roumain

Boulevards monumentaux et espaces verts

- Royaume de la faune et de la flore
- Le fils du Comte Dracula
- Fresques extérieures
- Transylvanie

5. Liste des publications 2012 – Blog irce Tag # publications

- Le grand vide du discours de Barack Obama pour l'Europe
- Prix Nobel de la paix : une prise de conscience pour l'Union Européenne
- Connaissance des nouveaux pays entrants
- Administration, économie, géographie, culture
- Pour un « Buy European Act » industriel de défense et de sécurité (1) (2)
- Europe : mise en place d'un pare-feu de dissuasion mais gare aux dégâts collatéraux
- crise financière : mais qui veut donc la peau de l'euro ?
- Quelles solutions de sortie de crise en Syrie ?
- Et pourquoi pas une force d'intervention arabe en Syrie
- Euro, fédéralisme et convertibilité or d'euros obligations (1), (2) et (3)
- Jeux olympiques et affirmations internationales
- La crise salvatrice de l'euro et de la Grèce
- Le Rafale en Inde mais pourquoi pas toujours en Europe ?
- L'OTAN vecteur d'intégration européenne
- Mariage homosexuel : qu'en pense l'Europe chrétienne ?
- Pour une règle d'or énergétique et nucléaire
- Achéons l'édifice des fédéralismes européens (1, 2 et 3)

6. Communication - Sites

- <http://irce.overblog.com/>
- <http://www.linkedin.com/groups/IRCE>